

« Le plan de relance, on n'en a pas vu la couleur »



La tête d'un Airbus A320, près de la gare d'Albert (Somme), le 10 février. GUILLAUME HERBAUT POUR « LE MONDE »

Elsa Conesa

Dans l'Aisne et dans la Somme, où le taux de chômage figure parmi les plus élevés de France, certaines des entreprises aidées par l'Etat ont continué de licencier, nourrissant l'incompréhension

REPORTAGE

ALBERT (SOMME), TERGNIER (AISNE) - envoyée spéciale

Ici, on fabrique des bracelets de montre qui valent plus cher qu'un iPhone. Certaines pièces montent même à 10 000 ou 15 000 euros. Cousus à la main, les modèles partent ensuite chez « Cartier, Rolex ou Patek Philippe », égrène fièrement Laurence – les prénoms des salariés ont été modifiés –, une ancienne de la maison Camille Fournet, sous-traitant de grandes marques d'horlogerie implanté à Tergnier, petite commune rurale de l'Aisne.

Laurence a 40 ans, deux enfants en bas âge, un mari au chômage depuis six ans, et a été licenciée il y a quelques mois. Comme Marine, « la cinquantaine », congédiée elle aussi, alors même, dit-elle, qu'elle était en arrêt maladie. Au total, 14 ouvrières de cet atelier, qui n'emploie presque que des femmes, payées au smic ou un peu plus, ont été licenciées depuis l'été 2020, soit 6 % des effectifs.

Pourtant, l'entreprise, comme d'autres dans la région, a été sélectionnée pour toucher une subvention de 500 000 euros dans le cadre du plan de relance au titre du « soutien à l'investissement industriel dans les territoires ». Camille Fournet, qui a subi une « baisse de 30 % à 40 % de son activité » pendant le premier confinement selon son directeur général adjoint Jean-Yves Basin, affirme que l'argent va lui permettre de se moderniser pour réduire de moitié le temps de fabrication des bracelets et de recruter « 30 salariés à terme ». Mais l'opération a du mal à passer chez « les filles », comme elles disent.

« Ça m'écœure que Camille Fournet licencie alors qu'ils touchent des aides de l'Etat, s'emporte Marine. Il n'y a eu aucune contrepartie. Je croyais que le luxe, ça marchait bien. Je suis en colère, ils nous ont jetées dehors sans même regarder nos situations familiales. » Le jour de son licenciement, Laurence a travaillé toute la journée. « A 17 heures, ils m'ont appelée et m'ont dit "tu ne remets plus les pieds dans l'atelier". Ils m'ont juste dit que les commandes avaient baissé. Ils ont changé les codes du parking pour qu'on ne puisse plus rentrer, ils avaient peur qu'on casse tout. »

Parmi les ouvrières licenciées, certaines veulent aller aux prud'hommes. Les élus locaux, eux, sont prudents. Pour la petite municipalité de Tergnier, la présence de Camille Fournet est essentielle. C'est l'un des plus importants employeurs de cette ville ouvrière aux maisons en brique rouge, qui a vu partir les usines les unes après les autres. « *Je ne veux pas tirer sur une entreprise locale, il y a de l'emploi en jeu* », admet Aurélien Gall, adjoint au maire dans cette ville communiste où Marine Le Pen est arrivée en tête en 2017, comme dans toutes les communes environnantes. « *Et puis la marge de manœuvre des villes est faible* », soupire-t-il.

Le cas de Camille Fournet n'est pas isolé. Parmi les 1 300 entreprises aidées dans le cadre du plan de relance, certaines continuent à licencier. Parfois en profitant du contexte sanitaire pour mener des restructurations en gestation, parfois parce qu'elles ont fait face à un effondrement des commandes. Dans la Somme et l'Aisne, où le taux de chômage figure parmi les plus élevés de France et où le vote d'extrême droite est en constante progression, les exemples ne sont pas rares, nourrissant localement une réelle incompréhension.

Brutalité inouïe

A une demi-heure d'Amiens, dans la cité ouvrière d'Albert, où sont concentrés quantité de sous-traitants aéronautiques, le cas de AAA, employeur local qui a licencié près de 90 personnes sur 138 salariés cet automne et a reçu une subvention visant à « *l'inscrire dans une démarche industrie du futur* » et à « *diversifier les activités* », selon le document envoyé aux pouvoirs publics, a suscité l'indignation.

Le montant de l'aide n'a pas été révélé, au grand dam des salariés. « *On a donné de l'argent sans aucune contrepartie, s'insurge Julien Da'Rolt, élu CFDT chez AAA. Le donneur d'ordre Stelia [filiale d'Airbus] continue de délocaliser, personne ne leur a demandé de relocaliser en France. On nous parle d'avion vert, de R & D [recherche et développement], mais nous ne sommes pas du tout dans ces phases-là, on fait de l'assistance technique sur les avions... L'argent aurait dû aider à préserver l'emploi.* »

La crise, qui a cloué les avions au sol, a été d'une brutalité inouïe pour les nombreuses PME qui travaillent pour Airbus, employeur indirect de toute la région par le biais de sa filiale Stelia. Quelque 800 postes ont été supprimés à Albert et dans sa périphérie, soit près d'un tiers de l'emploi ouvrier de la ville. Mais les licenciements secs se sont concentrés chez les sous-traitants – Simra, AAA, Laroche Industries... « *Personne du gouvernement n'est venu, soupirent les élus CGT François Falize et Olivier Cauchois. Ce n'est pas comme si le président était d'Amiens !* »

Le président de la région, Xavier Bertrand (ex-Les Républicains), « *a passé une tête* » chez Simra, selon Hervé Guillerme, délégué CGT. Sébastien Chenu, le candidat du Rassemblement national (RN) aux régionales, aussi. Mais tous les salariés le disent, le plus présent, « *c'était [François] Ruffin* », le député « *insoumis* » de la Somme.

Le RN, aussi, a tenté de les contacter « *pour discuter* », raconte François Falize, secrétaire de l'union locale CGT d'Albert. Après tout, le terrain est propice. « *Le plan de relance, les salariés n'en ont pas vu la couleur* », résume Olivier Cauchois, qui ne décolère pas contre « *les ordonnances Macron et la réforme de l'assurance-chômage qui va faire perdre aux personnes licenciées jusqu'à 20 % de leur indemnité* ».

Les syndicats s'inquiètent aussi du devenir de l'argent. « *En 2008 aussi, les entreprises avaient acheté des machines pour se moderniser, rappelle Nathalie Cagny, de la CFDT Picardie. Certaines sont parties direct en Afrique du Nord. Or, c'est de l'argent public, il faut un pilotage des aides.* »

Au sein de l'exécutif, on assure que le plan de relance a bien vocation à créer de l'emploi dans l'industrie. « *C'est pour robotiser, pas pour licencier, insiste le ministre de l'économie, Bruno Le Maire. Je ne veux pas de contraintes sociales. Mais cela n'empêche pas de veiller à ce que les entreprises ne fassent pas n'importe quoi. Il faut regarder au cas par cas.* »

« Première fois qu'on est aidés »

Localement, ces injections d'argent public ont aussi permis à certaines PME d'investir pour se moderniser et moins dépendre de l'aéronautique. « *C'est la première fois qu'on est aidés pour quelque chose*, admet Aurélie Desailly, responsable d'une minuscule entreprise d'outillage aéronautique dans la périphérie d'Albert. *D'habitude les tout petits comme nous n'ont rien.* » Grâce au plan de relance, elle a acheté une nouvelle machine, un investissement qu'elle n'aurait « *pas pu faire avant au moins deux ans* », explique-t-elle dans son atelier.

Elle s'est contentée de ne pas renouveler deux CDD à cause de la crise, sur ses sept salariés, et fera « *peut-être une embauche* » quand elle aura reçu son équipement, cet automne. Son concurrent direct,

Somepic, qui a reçu près d'un million d'euros dans le cadre du plan de relance a, lui, licencié une vingtaine de personnes.

Malgré le plan de relance, les sous-traitants disent n'avoir pas bénéficié des 15 milliards mobilisés par l'Etat pour aider la filière aéronautique, dont l'essentiel a été capté par Airbus et Air France. « *Je comprends qu'on soutienne Airbus, car, s'ils tombent, moi je n'ai plus rien* », admet Luc Bétrancourt, patron d'une PME familiale du même nom implantée dans la région d'Albert depuis trois générations. « *La question, c'est qu'on leur a donné des milliards sans aucune obligation de relocaliser en France. Ils sont au Maroc, en Tunisie, c'est difficile à accepter pour une entreprise française. Pour nous, c'est impossible de lutter. Même au Portugal, le smic est à 500 euros, et c'est à une heure et demie d'avion !* »

Le plan de relance lui a permis d'embaucher un directeur commercial pour recruter des clients hors de l'aéronautique, et dont le salaire est pris en charge à 80 % par l'Etat. Mais lui aussi a dû licencier 11 personnes sur sa cinquantaine de salariés en 2020. « *C'était un gros traumatisme pour nous, on n'avait jamais fait de licenciement*, raconte-t-il la gorge nouée. *On connaît la vie de famille de chacun de nos salariés, certains sont chez nous depuis plusieurs générations. Mais c'était aussi pour sauver le reste des emplois.* »

Dans ces régions ouvrières où la désindustrialisation se mesure au nombre de panneaux « à vendre » accrochés dans les villages, le plan de relance apparaît comme « *un sparadrap sur une jambe de bois* », résume Aurélien Gall. Pour lui, « *on est en concurrence avec les pays de l'Est qui n'ont pas les mêmes normes que nous. C'est comme si dans un match de foot, une des équipes devait jouer avec les pieds, l'autre avec les mains* », dit-il, rappelant que « *le RN a pris quatre cantons ici en 2015* ». A six semaines des régionales, le parti tapisse d'ailleurs les villages de ces affiches promettant « *une région qui vous protège* ».

Les restructurations dans ce coin reculé de l'Aisne ne sont pas de celles qui font les gros titres. Ce sont plutôt des dizaines d'entreprises, petites ou moyennes, qui, sous le radar, réduisent leur activité, taillent dans les effectifs, délocalisent, et finissent par fermer. Ici tout le monde peut les énumérer : il y a eu NLMK, une aciérie, à Beautor, qui à son heure de gloire employait jusqu'à 1 500 personnes dans les années 1970, et a périclité quand le plastique a commencé à remplacer l'acier dans les voitures. Le site, avec ses grands laminaires décrépis, a fermé il y a six ans, licenciant 200 personnes. Plusieurs sont toujours au chômage.

Il y a aussi le site de Nexans, à Chauny, qui a fermé en 2010 (200 salariés), ou encore celui d'Arkema (70 personnes), en 2014, où travaillaient encore 2 000 personnes dans un passé pas si lointain. Et surtout, l'usine historique de Saint-Gobain, ouverte en 1692 par Colbert, et qui donna son nom à l'entreprise. La fierté régionale. « *C'est là que fut coulé le verre de la grande pyramide du Louvre... Mais, cinq ans après, le site fermait* », raconte Frédéric Mathieu, le maire de cette petite commune. Il espère que le plan de relance lui permettra de convertir sa friche industrielle en une maison de santé, consacrée à une population locale vieillissante. Souvenir d'une période bénie où les ouvriers formaient une aristocratie du travail, les retraités de Saint-Gobain gagnent aujourd'hui plus que les actifs de la ville – 2 200 euros pour certains, dit-on.

« C'est une insulte »

A l'image de Saint-Gobain, l'économie de la région se réoriente vers les services, seul débouché pour une main-d'œuvre ouvrière peu qualifiée. « *Tout ce qu'on nous propose, c'est des formations pour devenir auxiliaire de vie*, enchérit un ouvrier d'Albert qui vient d'être licencié. *C'est une insulte, c'est payé au smic, presque 1 000 euros de moins.* »

Beaucoup se dirigent aussi vers la manutention ou la logistique – Amazon a ouvert l'un de ses plus grosses plates-formes au nord d'Amiens en 2016. Mais les emplois y sont bien plus précaires. « *Les salaires sont au smic et n'augmentent pas, alors que, dans la métallurgie, un ouvrier qualifié peut gagner jusqu'à 2 500 euros brut par mois*, constate Nathalie Cagny. *Pour quelqu'un qui a un crédit sur son pavillon, les revenus sont divisés par deux ou presque. Souvent, les femmes ne travaillent pas, ou alors comme auxiliaire de vie. Le salaire médian à 1 700 euros en France, on a l'impression que c'est beaucoup, mais ça ne concerne pas tout le monde.* »

Pour trouver du travail, Marine sait qu'elle devra sans doute aller à Saint-Quentin ou à Soissons, mais elle hésite. « *La route est en mauvais état, l'hiver il ne faut pas s'y aventurer*, dit-elle. *Et puis, faire une heure de route avec l'essence à payer pour gagner 100 euros de plus que le chômage...* » Le train ? « *Il y a de moins en moins de dessertes.* » Laurence, elle, veut ouvrir une « *friterie* » avec son mari, à Beautor « *car il y a encore quatre usines qui tournent bien* ». L'une et l'autre sont formelles. « *Je ne veux pas que*

mon fils soit ouvrier. Avant, on rentrait à l'usine à 14 ans, il y avait du travail, les salaires étaient bons. Mais c'est fini. »